



**HAL**  
open science

## Vers une dépression économique

Fabien Tarrit

► **To cite this version:**

Fabien Tarrit. Vers une dépression économique. Contretemps: revue de critique communiste, 2020.  
hal-02570912

**HAL Id: hal-02570912**

**<https://hal.science/hal-02570912v1>**

Submitted on 12 May 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# CONTRETEMPS REVUE DE CRITIQUE COMMUNISTE

## Vers une dépression économique

[Fabien Tarrit](#) 12 mai 2020

*Voici bien longtemps, et plus particulièrement depuis mi-2019, que les conditions d'un krach d'une grande ampleur sont réunies. Il a essentiellement été repoussé à coups d'expansion massive du crédit, d'endettement colossal... Alors que la bourgeoisie et ses représentants font porter la responsabilité de la crise économique sur le virus, il constitue en réalité la secousse qui a fait exploser les contradictions du capitalisme.*

\*\*\*

## Un effondrement financier et économique

La pandémie a fait éclater la bulle spéculative sur les marchés d'actions (des deux bourses de New York, de celles de Tokyo, de Londres, de Paris, de Hong Kong, de Shanghai, de Toronto...) et a précipité la crise économique annoncée par le ralentissement antérieur de la croissance mondiale. Ce krach n'éclate donc pas dans un ciel serein, une multitude de contradictions s'étaient accumulées, notamment une progression de la dette depuis 2008, une stagnation des profits (hors finance) aux États-Unis depuis 2014, et une bulle boursière. La structure de la finance mondiale est ainsi dégradée et instable. La plupart des économies capitalistes connaissent une croissance faible voire une récession avant l'apparition et la diffusion du virus. Aux États-Unis, pourtant une des économies les plus performantes, la croissance du PIB s'est limitée au dernier trimestre 2019 à moins de 2 % en rythme annuel, avec une prévision de ralentissement. Il est fort probable que nombre de banques se trouveront en situation de défaut, voire d'illiquidité, avec le risque de crédit qui l'accompagne, c'est-à-dire l'incapacité à accorder des crédits faute de capital suffisant (les banques sont tenues de ne pas dépasser un certain niveau de crédit en proportion de leurs détentions). La bourgeoisie est endettée. Le montant total de l'endettement mondial atteignait 253 000 milliards de dollars fin 2019, soit plus de trois fois le PIB mondial, ce qui est un record

absolu, sachant qu'il s'agit essentiellement de dette privée, et que si la conjoncture devient particulièrement défavorable, une bonne partie ne pourra pas être remboursée. C'est dans ce contexte qu'apparaît l'épidémie de covid-19, qui provoque une paralysie de l'économie mondiale. D'après l'OCDE la réduction de la production, par rapport au rythme précédent, s'élève à 18 % en Chine et Inde, 25 % aux États-Unis, 26 % en France, 28 % en Allemagne... À la suite du krach de 2008, la réduction était de 6 % pour l'OCDE, de 3,5 % dans le monde. Commencée en Chine, la deuxième économie mondiale, l'épidémie y a d'abord entraîné la fermeture des usines, qui s'est répercutée sur les chaînes de production internationalisées et les échanges de biens internationaux.

En deux mois seulement, l'économie mondiale a basculé. Les cours des Bourses ont chuté d'un tiers et, dans de nombreux pays, les usines, les aéroports, les bureaux, les écoles et les magasins sont fermées. Les travailleurs sont inquiets pour leur emploi et les investisseurs redoutent les défauts de paiement des entreprises débitrices. Tout indique une contraction économique parmi les plus aiguës des temps modernes. Le PIB de la Chine va probablement diminuer de 10 à 20 % en janvier et février par rapport à l'an dernier. Aussi longtemps que le virus sévit, des chutes analogues sont vraisemblables en Amérique et en Europe, qui pourraient entraîner une embardée supplémentaire en Asie. (*The Economist*, 19 mars)

Aujourd'hui, le capitalisme chinois semble redémarrer, mais l'Europe de l'ouest, l'Amérique du Nord, etc. semblent à leur tour plongées dans la dépression. La perte d'activité est estimée à environ un tiers... Un confinement d'un mois aurait un impact de l'ordre d'une douzaine de points de PIB trimestriel en moins, soit 3 points de PIB annuel. (Insee, 26 mars 2020)

La bourgeoisie a donc besoin d'argent liquide, elle vend un maximum de titres qu'elle détient sur les marchés de capitaux. Le marché du crédit est ainsi en train de se figer, les agences de notation réapparaissent et dégradent les groupes les uns après les autres, avec de multiples perspectives de faillites. L'hypertrophie des marchés financiers est de nouveau mise à jour : effets de levier, endettement des entreprises pour racheter leurs propres actions, titrisations à outrance... C'est en Italie que le krach s'est déclenché, et depuis mi-février les cours boursiers se sont effondrés quasiment partout dans le monde de plus de 30 % en à peine un mois, ce qui en fait l'effondrement le plus rapide de l'histoire, tout en restant à un niveau supérieur à celui qui a suivi la crise de 2008. La valeur du capital fictif a fondu de 24 000 milliards, plus que le PIB des États-Unis. Pour Bank of America, « le krach des marchés américains est désormais pire que celui de 1929 » (*Mediapart*, 24 mars). Tous les actifs financiers sont à la vente, y compris les bons du Trésor, les obligations

d'État, traditionnellement considérées comme des valeurs sûres. La liquidité disparaît alors que la volatilité explose.

Dans le même mouvement le cours du baril de pétrole s'effondre, sur fond de diminution de 80 % du transport aérien et de guerre diplomatique entre la Russie et l'Arabie saoudite sur le niveau de production pétrolière. Alors que la consommation de pétrole par la Chine, premier consommateur et importateur mondial, avait déjà chuté d'un tiers en février, et en réponse au gouvernement russe qui refusait de diminuer sa production en violation d'un accord de l'Opep signé en 2015, l'Arabie saoudite changeait radicalement de position en décidant d'augmenter la sienne, de 1,5 million de barils par jour (environ 12 %), suivie par le Nigéria, l'Algérie, Oman et l'Irak. Avec l'effondrement de la demande associé à la crise sanitaire, cet apparent contresens – puisque cela génère une offre excédentaire de 20 millions de barils et une perte de profits – permet à l'Arabie saoudite de gagner des parts de marché contre ses concurrents immédiats, à commencer la Russie, mais affaiblit également les États-Unis. Dans le bras de fer ainsi engagé entre les principaux producteurs, un des éléments déterminants est le coût de production du baril. Il est beaucoup plus élevé aux États-Unis, 50 dollars le baril, qu'en Russie, 20 dollars, et surtout qu'en Arabie saoudite, 2.8 dollars. Le cours du pétrole s'est effondré, divisé par trois depuis le début de l'année, ce qui implique un risque de défaut de paiement de la dette russe, qui pourrait entraîner la Turquie, l'Argentine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, sachant que c'est déjà le cas pour le Liban. Certains pays producteurs, comme le Nigeria, bradent leur pétrole pour à peine 3 dollars le baril, dans l'espoir de trouver des clients, au Canada à moins de 4 dollars le baril, sans trouver preneur. « *L'industrie pétrolière affronte sa plus grave crise depuis cent ans* » (*Financial Times*, 24 mars).

Contre toute attente, l'État russe changeait d'avis, à contrecœur<sup>1</sup>, et annonçait le 12 avril, avec l'Arabie saoudite et les États-Unis – les trois principaux producteurs – qu'un accord a été conclu entre 23 pays pour réduire leur production totale de 10 % (ce qui correspond un total de 9,7 millions de barils par jour). Le but était de stabiliser le marché du pétrole. Or cela n'empêche pas le prix de continuer à baisser puisque la consommation mondiale a chuté d'un tiers, en raison des restrictions au déplacement, de la paralysie des activités productives... Les capacités de stockage étaient épuisées mi-avril. Lundi 20 avril, la valeur du baril à New York (pour livraison en mai) était négative – à -36,73 dollars –, alors qu'elle était de 60 dollars en début d'année ce qui signifie qu'il faut payer pour vendre du pétrole, un événement sans précédent. Les détenteurs étaient incapables de revendre leurs contrats arrivés à échéance et ont dû recevoir le pétrole qu'ils avaient acheté ; certains centres de stockage l'ont alors refusé faute de place, et ils ont dû payer pour s'en débarrasser, d'où le prix négatif. Cela est exceptionnel mais il n'en reste pas moins que la baisse est

réelle sur les autres marchés du pétrole : le lendemain le baril pour livraison en juin chutait de 42 % à 11 dollars. Selon Jasper Lawler, un analyste financier pour London Capital Group, « *la demande est tellement inférieure à l'offre que les réserves pourraient déjà avoir atteint 70% à 80% de leurs capacités* » (*Le Figaro*, 20 avril)

## Comme toujours l'État à la rescousse

La situation financière se détériore bien au-delà de la correction du prix des actions cotées en Bourse. Les entreprises ne peuvent pas payer leurs fournisseurs, leurs banques... Comme à chaque crise, et plus encore qu'en 2008, le dogme de l'économie dominante (« néo-classique »), laisser faire le marché – qui en réalité est un justificatif pour augmenter le taux d'exploitation –, est abandonné, et les règles « libérales » qu'elle a inspirées (l'équilibre budgétaire, l'indépendance de la banque centrale...) sont jetées aux orties par les États bourgeois. Patrick Artus, économiste de la banque Natixis, parle de « *la fin du capitalisme néolibéral* » (*Flash Économie*, Natixis, 30 mars). Le FMI se dit prêt à mobiliser 1000 milliards de dollars de prêts à taux zéro. Le Conseil des ministres de l'Union européenne quant à lui a réussi à dégager 25 milliards d'euros, qui en fait sont déjà dans le budget de l'Union, puis s'accorde pour un plan de 540 milliards. Chaque État membre se débrouille. Par exemple, l'Italie, pays le plus touché, reçoit plus d'aide de la Chine que de l'Union Européenne. Les États activent à la fois la politique monétaire et la politique budgétaire. Pour ce qui concerne la première, la marge de manœuvre est limitée par le niveau très bas des taux d'intérêt (entre 0 et 0,25 %), si bien que seules des politiques « non conventionnelles » peuvent être mises en œuvre, c'est-à-dire des injections de liquidités (qui portent le doux nom de détente quantitative), autrement dit la planche à billets, ce de façon illimitée (pour toutes les banques centrales qui se sont coordonnées à ce titre). Les banques centrales rachètent à tour de bras les dettes de leur État (ou des États membres de la zone euro dans le cas de la BCE) : déjà 750 milliards d'euros par la BCE, 1500 milliards par la Fed... Foin de décence, certains capitalistes perçoivent de « *formidables opportunités sur les marchés* » (*L'écho*, 30 mars).

Mais ce n'est pas suffisant, et le levier budgétaire est également activé. Chaque gouvernement impérialiste déverse des centaines de milliards d'euros pour assurer l'ordre social (subsidés aux chômeurs, etc.) et surtout pour assurer la survie de ses capitalistes, préserver leurs chances dans la compétition internationale quand elle reprendra. Le gouvernement américain envisage un plan de 2000 milliards de dollars, en faveur du patronat pour les deux tiers, sans formuler d'interdiction claire d'utiliser cet argent pour augmenter les dividendes ou les bonus des cadres, puisque Trump

s'oppose à une telle injonction. Le gouvernement allemand envisage de mettre en œuvre un programme de 750 milliards d'euros, pour soutenir son capital, en revenant sur sa règle constitutionnelle « zéro déficit ». À ce titre, la Commission européenne, a annoncé qu'elle suspendait ses règles budgétaires en vigueur depuis la création de l'euro. L'Italie a également lancé un plan d'aide aux entreprises de 18 milliards d'euros dès le début de la propagation du virus. Le gouvernement français a lui aussi assuré que « *quoi qu'il en coûte* », il se tiendrait aux côtés des entreprises françaises, sans s'en tenir aux règles européennes. Il a déjà annoncé 300 milliards de prêts aux entreprises, en plus des 110 milliards d'aide sans condition du Projet de loi de finances rectificatif. « *Nous ferons tout ce qui est nécessaire et plus que ce qui est nécessaire pour soutenir notre économie et nos entreprises* » (Bruno Le Maire, *Les Echos*, 13 mars). Il est soutenu par les directions syndicales qui « *saluent la volonté du gouvernement* » et préconisent « *des règles d'encadrement des versements de dividendes... pour permettre à nos entreprises de répondre aux prochaines crises* » (Lettre au gouvernement, 29/3, CGT, FSU, Solidaires...). Reste que c'est la débandade puisque certaines entreprises ont continué à verser des dividendes (comme Vivendi dont le cours a augmenté de 7 % à la suite de l'annonce, mais aussi Michelin, Publicis, Capgemini), d'autres ne l'ont pas fait (comme Natixis dont le cours a immédiatement chuté de 8 %). Tant que rien ne les en empêche, les vautours capitalistes ne cessent de se repaître.

Boris Johnson, le Premier ministre britannique, a quant à lui promis un plan d'aide de 300 milliards de livres pour soutenir l'économie de son pays, en fait le capitalisme. C'est également le cas pour l'Australie, le Canada... : un peu partout les gouvernements viennent au secours de leur bourgeoisie. La première de leurs priorités est de sauver leurs groupes industriels et financiers mais aussi d'éviter les émeutes. « *Il faut que les gouvernements prennent des mesures rapides et décisives pour éviter que la crise financière ne devienne une crise sociale à part entière, aux effets dramatiques sur les travailleurs vulnérables et les ménages à faible revenu* » (Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, 30 mars). Reste que la somme des aides budgétaires et des accords de liquidité représentent environ 9 % du PIB, contre 2 % en 2008. Dans tous les cas elles n'empêcheront pas l'effondrement et ne suffiront pas à retrouver croissance et emploi dans un avenir proche. Certains économistes parlent d'un retour au keynésianisme, y compris des néoclassiques (« *Il faut savoir être keynésien quand la situation l'impose* », note de la Toulouse School of Economics, 21 mars), qui néanmoins persistent à voir cette crise comme le produit d'un choc exogène. L'histoire a montré que ce n'est pas avec des politiques keynésiennes, ou avec des plans visant à préserver tel ou tel secteur, que le capitalisme survit à des crises, mais avec la destruction du capital suraccumulé dans les périodes passées pour rétablir le taux de profit. En 2008,

cette destruction n'a rien réglé et cela explique que le capitalisme n'a pas connu une reprise d'une ampleur significative.

## De lourdes conséquences

Manifestement, les conséquences économiques, monétaires, financières vont également être considérables. L'impact sur l'activité productive, sur la vie de travailleurs en particulier, sera redoutable. Steven Mnuchin, secrétaire du Trésor aux États-Unis, évoque une hausse de chômage atteignant 20 % dans les mois qui viennent (le record depuis 1945 était 10,8 % en 1982). D'après Oxford Economics, 40 % des emplois aux États-Unis sont en danger. Des baisses de PIB de 15 à 25 % (en rythme annuel) sont évoquées, voire plus, y compris en Afrique qui entrera également en récession. En France, l'hypothèse de baisse de 1 % du PIB sur laquelle se fondait la loi de finance rectificative (votée à l'unanimité !) n'est pas sérieuse, il table désormais sur 8 %. Le 19 avril, l'OFCE estimait un manque à gagner à hauteur de 120 milliards (environ 6 % du PIB) Le PIB de la Chine va diminuer pour la première fois depuis les années 1970 : le secteur des services est à l'arrêt complet dans la province de Hubei (60 millions d'habitants), la demande est au ralenti, la majorité des PME (80 % de la main-d'œuvre) n'ont pas repris leurs activités. Les prévisions d'évolution du PIB mondial tablent sur des chiffres négatifs (contre 2,6 % de hausse en 2019), sachant que toute estimation précise est illusoire. La bourgeoisie a bien compris les difficultés auxquelles elle sera confrontée. Le ministre de l'Économie de la France parle de choc « durable », il prévient qu'« *il ne faut pas penser qu'il y aura un rebond du jour au lendemain, la reprise sera longue et difficile* » (Mediapart, 24 mars), sachant que l'industrie fonctionne à 25 % de sa capacité. La diffusion du virus a également accéléré les replis nationaux, chaque classe capitaliste nationale cherchant à défendre ses positions. Les interdictions de circulations des personnes pourront donner lieu à des pratiques protectionnistes et à un redémarrage des guerres commerciales qui avaient eu tendance à se calmer, notamment entre les États-Unis et la Chine (le gouvernement américain a bloqué un accord au G7 en voulant qualifier le covid-19 de « virus Wuhan »), entre les États-Unis et l'Europe... L'OCDE prévoit que le taux de chômage des pays impérialistes et semi-impérialistes atteigne 10 % courant 2020, alors qu'il n'était que de 5.6 % en 2007.

Si la crise économique liée au coronavirus était un « choc externe », on pourrait également s'attendre à une montée de l'inflation après le confinement, en raison de dettes astronomiques, de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement, d'une interruption de l'activité économique... comme ce fut le cas après chacune des guerres mondiales, mais aussi après l'éclatement de l'URSS

ou encore de la Yougoslavie. Dans le cas présent, on pourrait penser que dans la mesure où le pouvoir d'achat a été – partiellement – préservé par le chômage partiel, la demande reprendra lorsque les ménages pourront reprendre la consommation, et les prix augmenteront puisque la production ne pourra pas suivre. Or, la récession ne résulte pas seulement un choc d'offre mais elle est également un choc de demande. Pendant les guerres, la demande est assurée par l'État, or ce n'est pas le cas ici, à part dans l'alimentation, à tel point que l'OFCE estime le 30 mars que l'économie subit un choc d'offre pour 30 % et un choc de demande pour 70 %. Ainsi la chute de l'activité ne détruit pas le capital physique, qui est toujours présent, mais suspendu, et il pourra répondre à la demande, moyennant le temps de reconstitution des réseaux. Aussi, « *il n'est pas sûr que la demande de biens et services revienne plus vigoureusement que l'offre* » (Davis Miles, Andrew Scott, « Will inflation make a comeback after the crisis ends? », 4 avril). Il est bien possible que la demande redémarre moins rapidement que l'offre, si bien qu'il est possible qu'une éventuelle relance de la demande n'ait pas d'effet inflationniste, d'autant qu'avant la crise, le capitalisme occidental connaissait une inflation et une demande faibles. On peut ajouter une série d'arguments militant en défaveur d'un regain d'inflation. D'une part, les offensives dont le droit du travail a été victime dans nombre de pays exercent une pression négative sur les salaires, et donc sur les prix. D'autre part, la crise touche principalement des personnes âgées, qui sont bien plus consommatrices que productrices. Enfin, une grande partie de la création monétaire sera détournée vers les actifs financiers et immobiliers, qui ne sont pas inflationnistes. De la sorte, il se pourrait très bien qu'une déflation soit plus probable qu'une inflation, comme le suggère l'ancien économiste en chef du FMI, Ken Rogoff, selon qui « *nous faisons face à un effondrement des prix des marchandises et du commerce mondial comme nous ne l'avons pas connu depuis les années 1930* » (*The Wall Street Journal*, 9 avril).

Non seulement l'anarchie capitaliste empêche de prévoir de telles catastrophes mais elle est incapable d'en réguler les conséquences, ou du moins elle fonctionne de telle sorte que la classe capitaliste détient le pouvoir qui lui permet d'être bien moins affectée par la crise elle-même mais aussi par ses conséquences qu'elle compte bien faire payer à la classe ouvrière. Il ne s'agit pas d'en finir avec la possibilité de l'apparition de tels virus mais de se donner les moyens d'en empêcher la propagation, et cela passe par une organisation consciente de la production, notamment de la production de connaissances permettant de faire face à de tels phénomènes mais aussi la production de services hospitaliers capables de répondre aux besoins des populations. Ceci n'est possible que si les moyens de production sont détenus de manière collective et que la production est planifiée en fonction des besoins de la population. Cela n'est possible qu'en réquisitionnant les banques, en



fermant les Bourses, en rompant avec le capitalisme et en établissant une propriété collective des moyens de production.

#### références

1. « *C'est une erreur stratégique et maintenant nous en payons le prix, un prix beaucoup plus élevé que ce que nous aurions pu payer* », Andrey Kortunov, directeur du conseil russe des affaires internationales, *Mediapart*, 13 avril.  
[capitalisme](#), [Coronavirus](#), [Covid-19](#), [économie](#), [finance](#), [financiarisation](#), [krach](#), [récession économique](#)